

**Avis adopté**

Séance plénière du 23 octobre 2024

*Sortir de la crise démocratique – Rapport annuel sur l'état de la France en 2024 (RAEF)*

**Organisations étudiantes et mouvements de jeunesse**

Comment expliquer le parallélisme des chiffres entre, d'un côté, une montée de l'extrême-droite et l'attrait pour un pouvoir autoritaire, et, de l'autre, un attachement des Français et Françaises toujours aussi fort à la démocratie ?

Lorsque l'on voit que :

- Les inégalités femmes-hommes continuent à être alimentées par un fort sexisme, un homme sur cinq dans la population 25-34 ans considérant encore normal d'avoir un salaire supérieur à sa collègue, alors que l'égalité salariale est un droit constitutionnel.
- Le mal-logement concerne 4.3 millions de personnes, soit 10 % de plus qu'en 2015.
- Un écart moyen de 20 points sur l'indice de positionnement social sépare les collèges publics et privés.

Et qu'en parallèle, la part du patrimoine des 500 plus grosses fortunes françaises en pourcentage du PIB ait plus que doublé depuis 2017, représentant aujourd'hui environ 45 % du PIB. Il est aisé de comprendre, sans avoir besoin d'un réservoir d'empathie immense, que le sentiment d'injustice et d'exclusion grandisse. Ce sentiment vient directement nourrir une méfiance vis-à-vis de ceux que l'on considère complètement détachés des réalités et alimenter l'idée que seul un pouvoir fort et centralisé serait à même de garantir un retour idéalisé à l'ordre et à la sécurité.

Ce rapport démontre alors avec brio ce que l'on ne peut plus refuser de voir : le creusement des inégalités met en danger notre démocratie. Les Français et les Françaises s'engagent et de plus en plus. Mais il est désormais important de pouvoir tisser plus clairement le lien entre leur engagement bénévole et leur pouvoir d'agir sur la société. Un pouvoir d'agir qui partira d'un pouvoir de vivre, d'un niveau de vie qui procure une stabilité suffisante pour pouvoir se projeter plus largement dans son environnement social.

Alors cette capacité des citoyens à peser sur les décisions qui les concernent viendra elle-même renforcer le sentiment d'appartenance à une communauté et le désir d'agir

pour sa cité. Comme le rappelle ce RAEF : « le désir de participer au bon fonctionnement de la société est clairement identifié dans le sondage [mais] le pouvoir d’agir nécessite d’avoir du temps et de la disponibilité mentale. » Soutenir le fait associatif et l’engagement bénévole, c’est renforcer la démocratie. Et ce soutien est politique. Il est politique dans la part du budget de l’Etat alloué au maintien et au développement de ces acteurs de la cohésion sociale et dans la capacité à assurer le respect des libertés associatives. Mais il est aussi politique en ce qu’il est directement déterminé par l’ensemble des politiques économiques et sociales qui structurent la vie des citoyens : équilibre entre les différents temps de vie, organisation du travail, participation au dialogue social, soutien à la parentalité, accès à l’emploi, à la mobilité, au logement, à la santé, à une éducation de qualité.

L’engagement est un fait collectif. Rien ne sert de dire que la prochaine génération est assez engagée pour tout changer si l’on ne donne ni la place ni les moyens aux jeunes de construire leur opinion librement, de l’exprimer et de la faire vivre au sein de collectifs organisés. C’est en niant leur rôle dans la construction des politiques publiques et leur place à la table de décisions qui les concernent ou les concerneront, que l’on arrose les graines de la défiance et qu’on laisse grossir les chiffres noirs de l’abstention.

Un pouvoir d’agir durable prend, lui, racine dans le sentiment d’être écouté, d’avoir sa place dans le système et de voir les conséquences de ces actions.

Nous remercions la rapporteure Claire Thoury et l’ensemble des formations de travail pour la qualité du travail mené.